

Facebook Outil D'une Communication De Crise Des Gouvernants Camerounais Dans Le Conflit Anglophone

YOMBO À YAKAN ALEXIS

Doctorant en Sciences Politiques

De l'Université de Dschang

Email : yakanalexis13@yahoo.fr

Résumé de l'article : Le Cameroun traverse la plus grave crise sociopolitique de son histoire, le conflit anglophone remet en cause les fondements institutionnels de cet État. La lutte de reconnaissance menée par les anglophones dans cette crise va mobiliser Facebook le réseau social le plus usité du monde comme canal de leurs revendications. Les gouvernants camerounais vont donc contre attaquer à travers cette plateforme numérique pour réaffirmer l'unité et l'indivisibilité du pays malgré le conflit mais également désigner et délégitimer l'ennemi de la nation camerounaise qui porte le projet de la déstabilisation du pays à travers cette crise. Il était donc important pour nous de décrypter cette véritable guerre de communication à la quelle on assiste dans l'espace virtuelle relativement à la crise anglophone. En analysant l'acteur institutionnel central du conflit à travers la rhétorique discursive (liée au conflit) de ses représentants présente sur le réseau Facebook.

Mots clés : Communication de crise, unité nationale, indivisibilité de l'État, désignation de l'ennemi, délégitimation.

Abstract: Cameroon is going through the worst socio-political crisis in its history, considering the fact that the Anglophone conflict undermines the institutional foundations of the state. The strive for recognition led by the English-speaking community in this crisis will leverage the world's most commonly used social network as a channel for their demands. The Cameroonian government will therefore retaliate through this same digital platform to reaffirm the unity and indivisibility of the country in spite of the conflict, but also to designate and delegitimise the enemy of the Cameroonian nation who is spearheading the project of destabilising the country through this crisis. It was thus important for us to decode this all-out communication war regarding the Anglophone crisis that we are witnessing in cyberspace. This was possible by dint of analysing the main institutional actor of the conflict with the use of the discursive rhetoric (linked to the conflict) of its representatives present on the Facebook network.

Key words: Crisis communication, national unity, indivisibility of the state, designation of the enemy, delegitimation.

La crise anglophone est engagée sur de nombreux théâtres, y compris celui de l'information et de la communication. A travers des dynamiques hybrides, anciens et nouveaux médias, sont mobilisés à la fois à des fins d'information, de persuasion et de propagande. Chaque camp est soucieux de contrôler ses messages et de relayer son propre cadrage. D'un côté, la communication du gouvernement qui cherche à légitimer son intervention et à faire passer le camp adverse du statut d'opprimé à celui de « terroristes ». De l'autre, la communication des activistes anglophones engagés dans une bataille de conquête de l'opinion publique internationale pour faire avancer leur cause sur le plan politique. Si le réseau social Facebook à permis aux activistes anglophones d'opérer une véritable lutte pour la reconnaissance à l'occasion de la crise anglophone qui sévit au Cameroun, il va servir de relais de la communication de crise des autorités politiques camerounaises.

Dans cet article sur la communication de crise des gouvernants camerounais relativement à la crise anglophone, nous voulons nous pencher sur la dimension pragmatique de la rhétorique discursive présente sur Facebook des autorités politiques camerounaises liée au conflit dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. En d'autres termes quelle est l'implication instrumentale du discours politique gouvernemental présent sur le réseau social Facebook se rapportant à la crise anglophone ?

Nous démontrerons dans cet article que les acteurs gouvernementaux construisent une représentation discursive manichéenne de la crise anglophone à travers leur communication que l'on retrouve sur Facebook. Une opération qui consiste à réduire le champ de la représentation du conflit à la dichotomie binaire « Nous *contre* Eux »¹. Une démarche stratégique et symbolique qui oppose les forces du Bien aux forces du Mal. Faisant ainsi de toute remise en question de la forme de l'État du Cameroun un acte « antipatriotique ».

De par sa nature instrumentale, la communication des acteurs gouvernementaux camerounais relativement à la crise anglophone que l'on retrouve sur Facebook se présente comme une action

¹ LACLAU Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008, p.24.

stratégique. Au-delà des signes, messages et codes qu'elle utilise et qui constituent sa dimension symbolique, au-delà des canaux et réseaux qui révèlent sa dimension structurelle, il faut considérer sa dimension pragmatique qui est déterminante. La délégitimation des sécessionnistes sur le réseau social à travers un discours disqualifiant leurs actions intègre cette dimension pragmatique de la communication gouvernementale durant la crise anglophone qu'il est important de décrypter pour appréhender la crise anglophone dans sa dimension communicationnelle. Ainsi se dégage l'objectif scientifique de cet article celui d'analyser les logiques d'action et les pratiques sociales des acteurs de la crise anglophone durant le conflit en examinant les visées explicites et latentes de la communication de crise gouvernementale sur le conflit anglophone. Il s'agit d'analyser la déportation de la crise anglophone dans l'espace numérique ce qui sur le plan scientifique nous permettra d'effectuer une étude pluridisciplinaire, puisant dans la sociologie des crises, dans la sociologie des usages ainsi que dans la sociologie des réseaux sociaux, un va et vient entre science politique et science de l'information et de la communication.

L'interactionnisme ici mobilisée comme méthode nous permet de comprendre le jeu des acteurs intervenants dans la crise anglophone car ils agissent dans un contexte d'interdépendance stratégique où ils sont des acteurs stratégiques, c'est-à-dire « des acteurs empiriques dont les comportements sont l'expression d'intentions, de réflexions, d'anticipations et de calculs et ne sont en aucun cas entièrement explicables par des éléments antérieurs »². L'interaction stratégique rend compte du comportement des acteurs de la crise anglophone sur Facebook dont les actions structurent ce champ communicationnel. Elle nous donne la possibilité de saisir les enjeux propres à chaque acteur et ainsi d'expliquer les choix de positionnement stratégique effectués par ces acteurs. L'un des enjeux prioritaires de la crise anglophone sur Facebook est la construction et la consolidation par l'État camerounais de l'image d'un État un et indivisible, l'interactionnisme symbolique nous sert de canevas pour le décodage de cette « diplomatie numérique » en œuvre sur le réseau Facebook.

La théorie des réseaux nous a donné l'occasion de cerner les motivations des acteurs gouvernementaux dans la crise anglophone sur Facebook, entre volonté de montrer sa puissance et de sauvegarder l'image d'un État souverain. Pour parvenir à ces objectifs les acteurs vont nouer des liens sur Facebook pour relayer leurs causes³. Cette

approche théorique nous a également permis de déceler l'impact de l'outil Facebook dans la mise en liaisons de groupes et d'individus sur la plateforme numérique durant la crise anglophone. La théorie des réseaux nous a in fine permise d'expliquer l'influence du discours politique sur la crise anglophone, les objectifs et actions des représentants des pouvoirs publics sur la plate forme vont influencer la perception et la représentation du conflit.

I: FACEBOOK COMME OUTIL DE RÉAFFIRMATION PAR LES AUTORITÉS POLITIQUES DE L'UNITÉ ET DE L'INDIVISIBILITÉ DE L'ÉTAT DU CAMEROUN.

La crise anglophone qui secoue le Cameroun depuis plusieurs années va remettre en cause l'unité nationale de ce pays. Ce conflit divise tant le champ politique que celui social. L'État à travers ses représentants va à travers le réseau social Facebook rappeler la nécessité de cette « unité nationale » qui est une condition substantielle pour la survie de la nation. « Une population qui la compose ont conscience de faire partie d'une communauté ancrée dans l'histoire, caractérisée par certains traits culturels et animée d'un vouloir vivre ensemble »⁴. Ainsi, l'idéologie de construction nationale vise à mobiliser les populations sur des thèmes ayant une portée globalisante, totalisante, à façonner une conscience collective nouvelle par le désir de vivre ensemble.

L'appel à l'union nationale est parfois nécessaire pour préserver la paix civile face aux menaces de déchirure, notamment dans le contexte d'une poussée des identités dont le terrorisme marque le paroxysme. Dans le cadre de la crise anglophone au Cameroun, il exprime l'existence d'un peuple camerounais. Le discours de l'union nationale est en lui-même mobilisateur, évoque la paix, l'efficacité, la force d'un pays en marche, permettant aux dirigeants de se présenter en « pères de la nation ».

A- L'UNITÉ NATIONALE COMME LEITMOTIF DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT DU CAMEROUN

L'État du Cameroun à travers ses représentants va mettre en œuvre sur le réseau Facebook un discours d'unité nationale face à la crise anglophone qui mine le pays depuis plusieurs années. Le Chef de l'État le Président Paul BIYA à travers sa page Facebook officielle va appeler les camerounais à l'unité nationale : « Citoyens camerounais, restons unis dans la diversité et préservons la paix sociale,

² FRIEDBERG Erhard, *Le Pouvoir et la Règle. Dynamiques de l'action organisée*, Paris, Editions du Seuil, 1993, p.203.

³ « La malléabilité de la théorie des réseaux permet, d'une part, d'envisager l'interaction entre ses différents nœuds, donc l'interdépendance des contraintes et des stratégies de chacun, et, d'autre part, de développer des représentations

dynamiques de l'organisation sociale », BURT Ronald, *Le capital social, les trous structureux et l'entrepreneur*, *Revue française de sociologie*, Volume 36, Numéro 4, 1995, p.42.

⁴ DEBARD Thierry, *Dictionnaire de Droit constitutionnel*, Paris, Éditions Ellipses, 2002, p. 199.

pour un Cameroun stable, indivisible et prospère »⁵. Cette publication du Chef de l'État camerounais souligne le fait que les situations de conflit surviennent souvent dans un cadre complexe de relations historiques, sociales, culturelles et politiques entre les communautés; en conséquence, elles doivent être traitées de manière intégrée en examinant tous les aspects. Ainsi, pour le Président Paul BIYA, la stabilité et la prospérité du Cameroun ne peuvent être envisagés que sur la base du respect mutuel et de l'acceptation de la diversité.

Le Président de la République du Cameroun fait ainsi référence à une véritable « dialectique du processus de l'auto-compréhension culturelle » qui veut que la force d'un peuple ou d'une nation dépende de son habileté à interagir avec les autres communautés d'une façon complexe, multidimensionnelle, ce qui inclut aussi la capacité à se voir à travers les yeux d'autrui. Sans une telle interaction, une communauté n'aura pas les compétences dont elle a besoin pour rivaliser et être performante dans l'environnement mondial moderne qui évolue rapidement⁶. Ce danger que court tout État dont les citoyens ne sont pas unis est souligné par le Chef de l'État camerounais dans un extrait de son discours s'adressant à la jeunesse : "S'agissant de l'unité nationale, certains d'entre vous ont fait le choix malheureux de faire alliance avec les démons de la haine et de la division. Mus par un fanatisme barbare, souvent conçu et alimenté depuis les pays étrangers, ou par un usage pervers des réseaux sociaux, ils tentent de saborder les bases de la nation"⁷.

Si le discours du Chef de l'État est un constat sévère sur les dérives de la crise anglophone, le ton est rude car le Président de la République fait de l'unité nationale un héritage reçu des pères fondateurs du Cameroun, comme le dénote cette publication du 25 Janvier 2017 sur sa page Facebook aux premières heures du conflit sociopolitique : « Ne l'oublions jamais, nous marchons sur les pas des pères fondateurs de notre pays, de nos héros nationaux, qui ont versé leur sang pour léguer à la postérité une nation unie dans sa diversité. L'unité du Cameroun est donc un héritage précieux avec lequel nul n'a le droit de prendre des libertés. Et quelle que soit la pertinence d'une revendication, celle-ci perd

toute légitimité, sitôt qu'elle compromet, tant soit peu, la construction de l'unité nationale »⁸.

L'expression "unité nationale" suggère une dynamique ayant prise sur la société. C'est un concept idéologique qui valorise la dimension unitaire de la construction de la communauté politique. A ce titre, il alimente les pratiques discursives des représentants de l'État du Cameroun sur Facebook. L'idée de l'unité nationale est ainsi à l'occasion de la crise anglophone érigée en symbole de référence et de condensation par le président Paul BIYA : « L'unité nationale, maintenant plus que jamais, signifie que les Camerounais partout et toujours, vivent ensemble. »⁹. Les effets de ces discours résident dans leur redondance. Ils ambitionnent capitaliser l'ensemble des réactions émotionnelles du récepteur. Sans sa répétition sur Facebook, l'idéologie de l'unité nationale risquera de ne plus nourrir la sensibilité collective des internautes et tendra à s'étioler et à se dissoudre dans le monde numérique. Les publications présidentielles sur Facebook relativement à l'unité nationale face à la crise anglophone ont donc une fonction symbolique, elles homogénéisent les valeurs et les idéaux « pour donner une impression physique d'unité et de force sécurisante »¹⁰. Ce faisant, le chef de l'Etat réalise ce qui constitue l'essentiel du métier de président : "savoir gérer les symboles qui régulent les tensions internes de la société et réactivent l'allégeance des gouvernés"¹¹.

La démarche lexico-métrique montre que la thématique unitaire revêt une emphase d'une haute fréquence dans les publications du Président Paul BIYA sur Facebook. Il s'agit de faire oublier les divergences par les appels au rassemblement, à la solidarité et à l'obéissance dans un même système de régulation sociale et d'autorité impartiale¹². "Paul BIYA, l'Artisan de l'Unité Nationale", peut-on lire sur la plaquette publiée à l'occasion de la célébration de la 42ème édition de la Fête Nationale du Cameroun. Démontrant ainsi que la dynamique et la fonctionnalité idéologique du discours politique sont largement tributaires de l'effet structurant des conjonctures face auxquelles le locuteur élabore des "rationalités multiples"¹³ pour assurer l'adéquation entre sa police

⁵ Publication du 20 Mai 2018 sur la page Facebook Président Paul Biya, <https://www.facebook.com/PaulBiya.PageOfficielle/>.

⁶ ABDALLAH-PRETCEILLE Martine, « *L'interculturalisme en perspective* », Paris, Presses Universitaires de France, 2017, p. 48.

⁷ Extrait du discours du Président de la République du Cameroun prononcé le 10 février 2021 à l'occasion de la fête nationale de la jeunesse, publié sur la page Facebook officiel du journal Cameroun Tribune le 11 Février 2021.

⁸ Publication du 25 Janvier 2017 sur la page Facebook officielle Président Paul Biya, <https://www.facebook.com/PaulBiya.PageOfficielle/> Extrait du message du Chef de l'État à l'occasion de la fin d'année 2016 et du nouvel an 2017.

⁹ Publication du 13 Mai 2018 sur la page Facebook officielle Président Paul Biya, <https://www.facebook.com/PaulBiya.PageOfficielle/>

¹⁰ DURKHEIM Émile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Alcan, 1912. P.94.

¹¹ MOULIN Léo, *Les socialisations*, Gembloux, Duculot, 1975, P 30

¹² CLAISSE Alain, *"L'idéologie : discours du pouvoir"*, Paris, LGDJ, 1980, pp 63.

¹³ SFEZ Lucien, *Critique de la décision*, Paris, Armand Colin, 1973, p.347.

discursive et le sens du jeu. La crise anglophone va donc structurée le discours présidentiel, elle constitue ainsi un « temps incertains ». Le « temps incertain » s'appréhende comme un de ces moments cruciaux où l'acteur est confronté à une difficulté grave, où il doit dénouer une situation dramatique, résoudre un dilemme d'une portée considérable.

On assiste sur Facebook à une véritable construction "idéocratique" qui repose sur une valorisation excessive de la thématique unitaire, considérée comme axiologie centrale de la résolution de la crise anglophone par le régime politique en place au Cameroun. Cette idéocratie fonctionne autour d'une idéologie et des pratiques discursives qui opèrent un travail d'inculcation des valeurs dominantes. La police discursive du Président Paul Biya sur Facebook relativement au conflit sociopolitique dans les régions anglophones du pays est ainsi largement structurée par des agrégats unitaires qui privilégient l'ordre au détriment de la « liberté ». Le chef de l'État invite les à tourner le dos à tout ce qui peut mettre en péril l'unité nationale : "J'ai exhorté les camerounais à bannir à jamais les démons du tribalisme, du népotisme, du favoritisme, du sectarisme, de l'intolérance et de l'intoxication. C'est le prix à payer pour l'unité nationale et le progrès."¹⁴ Au travers de cette exhortation du Président de la République faite sur son compte Twitter et partagé sur son compte Facebook, l'on comprend aisément que l'invocation permanente de l'unité sur la plateforme Facebook relativement à la crise anglophone semble traduire une volonté collective dont le pouvoir central s'en proclame l'interprète autorisé et légitime. La notion d'unité nationale devient un « fétiche » qui même dénuée de réelle consistance pratique, fait exister de façon imaginaire le pouvoir central comme représentant de cette réalité par sa redondance.

La voie tracée par le Chef de l'État à travers l'usage discursif des éléments de langage relevant de la thématique de l'unité nationale, va être également empruntée par ses collaborateurs. Ceci à travers l'introduction du concept de « vivre ensemble » dans la rhétorique discursive des autorités politiques et administratives camerounaises. L'on comprend ainsi que la construction discursive de l'unité nationale sur Facebook par les représentants du gouvernement s'est construite autour de la panacée du vivre ensemble.

Le vivre ensemble apparaît comme la concrétisation de l'unité nationale du Cameroun. Il est l'objectif ultime des solutions apportées à la crise anglophone, comme explicitement souligné dans le discours du premier ministre prononcé à l'occasion de la cérémonie solennelle d'installation des membres de

la commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme le 24 Avril 2017 : « L'entrée en fonction de la première équipe de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme ouvre en effet de nouvelles perspectives pour la consolidation de notre vouloir vivre ensemble »¹⁵. Cet extrait vient souligner l'importance de l'unité nationale à travers le concept du « vivre ensemble » dans la quête de solutions à la crise anglophone. En effet, le vivre-ensemble s'impose comme l'une des voies pour dépasser les perspectives identitaires et les dérives communautaristes qui se manifestent de plus en plus sur l'étendu du territoire camerounais.

L'irruption de l'expression « le vivre-ensemble » dans le discours politique camerounais telle une « formule » magique, un signe linguistique qui dans les rapports des forces sociales et les débats publics surgit dans le langage avec une forte prégnance, une forte disponibilité, de sorte que l'ensemble des locuteurs sont poussés à en faire usage soit pour le définir, soit pour le citer ou l'approuver pour le faire circuler¹⁶. Le potentiel mobilisateur de la notion de vivre-ensemble est ici mis en œuvre sur le réseau Facebook par les représentants du gouvernement camerounais pour prôner une cohabitation harmonieuse qui permet l'émergence d'un projet de société commun entre personnes d'origines diverses qui partagent un même territoire ; celui du Cameroun comme le précisait le premier ministre Joseph Dion NGUTE : « Nos diversités linguistiques et culturelles sont des atouts et non des fardeaux pour notre pays. Au lieu de dresser les Camerounais les uns contre les autres, notre intérêt est de les voir se rapprocher davantage à travers le vivre ensemble pour un Cameroun uni et solidaire »¹⁷.

Le « vivre ensemble » à travers la communication sur Facebook des représentants du gouvernement camerounais dans la crise anglophone devient le grand slogan censé incarner la paix sociale. C'est un appel, un mot d'ordre, une évidence, une règle d'or, une morale : un « Graal démocratique ». La dimension politique de cette notion apparaît ainsi

¹⁵ Extrait du discours du premier ministre prononcé à l'occasion de la cérémonie solennelle d'installation des membres de la commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme le 24 Avril 2017 à Yaoundé, allocution partagé sur la page Facebook Vivre-ensemble Cameroun 237.

¹⁶ KRIEG-PLANQUE Alice, *Purification ethnique. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS, 2003, p.12.

¹⁷ "Our linguistic and cultural diversities are opportunities and not burdens for our country. Instead of pitting Cameroonians against each other, our interest is to see them come closer together through living together for a united Cameroon" Propos du Premier ministre Joseph Dion NGUTE lors d'un passage à Bamenda le 10 novembre 2019, propos relayé par le Cameroun Tribune sur sa page Facebook officielle Cameroon Tribune le 11 novembre 2019, <https://www.facebook.com/camerountribune>.

¹⁴ Tweet du 5 mai 2018 sur le compte @PR_Paul_BIYA partagé sur la page Facebook President Paul BIYA, <https://www.facebook.com/PaulBiya.PageOfficielle/>

clairement comme une sorte d'appel au calme irénique dans les questions concernant la crise anglophone. Son emploi fréquent suggérant une forme d'apaisement interculturel en fait quasiment une forme d'euphémisme où vivre-ensemble se rapproche de « multiculturalisme » dont il est susceptible de devenir une sorte de synonyme : « Les camerounais doivent donc se cramponner sur leurs valeurs culturelles afin d'évoluer ensemble et de consolider le vivre ensemble »¹⁸.

On découvre ainsi, dans l'usage le plus courant, que le vivre-ensemble véritable litanie du discours politique des gouvernants sur Facebook est, avant tout, une posture intellectuelle, politique et sociétale qui prône la tolérance. Il existe donc bien dans ce terme une proposition sociale lourde de non-dits idéologiques et qui construit par son orientation connotative l'impossibilité de son rejet. Par ses implications consensuelles et son abstraction, le concept s'impose comme une obligation dénuée de description sociale concrète : « Le moment est venu pour mettre un terme à cet épisode d'égarement pour retrouver ce qui n'aurait jamais dû cesser de nous fédérer autour des valeurs fondamentales de notre cher et beau pays la paix, l'unité, la tolérance, la solidarité et le désir de vivre ensemble »¹⁹. À travers cet extrait de l'interview du Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Cameroun M. Issa TCHIROMA BAKARY, l'on s'aperçoit que stylistiquement, cette formule du « vivre ensemble » est marquée par deux caractéristiques : l'abstraction et les connotations positives exaltant les notions de vie et de partage. Cela n'est pas sans effets idéologiques. Ce genre de nominalisation abstraite, propre au style philosophique, impose une certaine hauteur de vue, ce qui possède un effet d'autorité.

La déréalisation de la panacée « le vivre ensemble » masque notamment le véritable objet du concept. Au lieu de décrire la fragmentation idéologique et politique résultant de la crise anglophone, la notion de vivre-ensemble remplace le constat d'un fractionnement social par l'idée que le vivre-ensemble serait une sorte de norme naturelle, ou en tout cas souhaitable, ce qui élude la question des volontés et des comportements sociaux réels comme on peut le décrypter dans son emploi fréquent par le Chef du gouvernement durant ses

¹⁸ Propos du Pr. Narcisse MOUELLE KOMBI, ancien Ministre des Arts et de la Culture (du 02 octobre 2015 au 04 janvier 2019) actuellement Ministre des Sports et de l'éducation physique du Cameroun (Depuis le 04.01.19), propos relayé par la page Facebook officielle Ministère des Arts et de la Culture- MINAC, publié de 02 février 2018.

¹⁹ Déclaration du Ministre Issa TCHIROMA BAKARY au média Afrique-sur7 ancien Ministre de la Communication et Porte Parole du Gouvernement Camerounais actuellement Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, extrait de l'entretien publié sur la page Facebook Afrique-sur7, <https://mobile.facebook.com/Afrique-sur7Officiel/>

tournées dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest: « Je suis porteur d'un message de paix et de vivre ensemble au nom du Chef de l'État. »²⁰ L'effet narratif d'une telle formule évoque à la fois un idéal à atteindre et une réminiscence d'un temps de paix qui aurait précédé les conflictualités contemporaines de la nation camerounaise (la crise sécuritaire au Nord du pays avec la secte islamique Boko haram et bien sûr la crise anglophone).

Cette notion du « vivre ensemble » appartient à la catégorie politique de l'irénisme²¹ programmatique et non de l'analyse. On y lit la bien-pensance, l'axiologie résolument positive de ce lexème se combine à une abstraction déliée de la description sociale. Cette notion comporte un commandement latent, le vivre ensemble est alors une obligation, morale (il serait mal vu de refuser cette obligation) et pragmatique (comment, concrètement, s'y soustraire ?). Euphémisme à la fois bien-pensant et comminatoire, article de foi devenu mantra politique des représentants du gouvernement dans la communication relative à la crise anglophone : « Nous réaffirmons notre soutien indéfectible et notre loyauté à S.E. Paul BIYA, et aux idéaux qu'il incarne pour un Cameroun Uni/Fraternel et laboratoire du vivre ensemble harmonieux entre ses différentes composantes sociologiques. »²². Ce mot composé sert, par son axiologie, à un forçage politique. Refuser le vivre-ensemble, ou simplement en constater les difficultés, reviendrait à s'exclure de la bonne morale politique.

La circulation massive sur Facebook de la formule « vivre ensemble » dans les sorties des membres du gouvernement camerounais relativement à la crise anglophone, sous la forme banalisée, participe d'une véritable doxa²³. Par son axiologie positive, elle

²⁰ Propos de l'ancien Premier Ministre Philemon YANG (il était le Premier Ministre en fonction lors du début de la crise anglophone), déclaration faite lors des consultations entamées le lundi 16 octobre 2017 à Bamenda, dans le nord-ouest du Cameroun, dans le cadre d'un processus de « dialogue » avec les populations des zones anglophones du pays aux premières heures de la crise, message relayé sur la page Facebook du média Jeune Afrique, <https://www.facebook.com/jeuneafrique1/>

²¹ L'irénisme est une attitude visant à la compréhension mutuelle en se focalisant sur ce qui unit ou rapproche et en minimisant ce qui éloigne ou amène au conflit. GAQUÈRE François, « *Le dialogue irénique Bossuet-Leibniz. La réunion des Églises en échec (1691-1702)*. », Revue d'histoire de l'Église de France, vol. 53, 1967, p.340.

²² Propos du Ministre d'État, ministre de la Justice, Garde des sceaux : M. Laurent ESO, tenu le jeudi 11 juillet 2019 à l'occasion du soutien formulé par les forces vives de la région du Littoral au président Paul Biya, déclaration publiée sur la page Facebook du média le bled parle, <https://www.facebook.com/lebledparle/>

²³ Le terme *doxa* désigne, pour une civilisation donnée, l'ensemble des opinions communes à ses membres, considérées comme évidentes, qui s'imposent sans

anticipe la contradiction : remettre en cause sa pertinence revient à remettre en cause l'unité nationale et vous transforme en opposant. La fabrique du consensus se fonde ainsi sur le recours à des formules présentées comme des valeurs. Leur force axiomatique n'a plus alors qu'à s'appliquer sans pouvoir être contredite²⁴.

La circulation des formules idéologiques telle que « vivre ensemble », dont les connotations sont subtilement décalées en fonction des aprioris idéologiques de chaque locuteur et des circonstances d'énonciation, contribue à leur obscurcissement : « Je voudrais vous dire combien les populations de la Sanaga-Maritime sont heureuses de vous recevoir ce jour, à l'occasion de la célébration du vivre-ensemble dans la communauté éducative. ».²⁵ Le brandissement de ces notions comme le fais ici le Ministre des Transports M. Jean Ernest Masséna Ngallé Bibehe, participe de leur sloganisation et de leur perte de sens. Il n'en subsiste qu'une doxa politique en sourdine qui, par la bien-pensance qu'elle implique, masque les réalités sociales tout en constituant une recommandation moralement et idéologiquement contraignante. « Le vivre ensemble » semble n'être que la proclamation d'une bonne intention et, de manière détournée, l'instrument d'une promotion tendant à faire accepter une « diversité » pourtant ressentie par les populations anglophones comme problématique.

Ainsi l'unité nationale prônée à travers les multiples publications du Chef de l'État du Cameroun sur Facebook relativement à la crise anglophone est renforcée par le recours systématique au « vivre ensemble » dans le discours des membres du gouvernement dans les communications partagées sur le réseau social. Le « vivre ensemble » y apparaît comme une formule magique qui comme par enchantement devrait apaiser les tensions sociales résultantes de la crise anglophone. Facebook devient ainsi un outil de réaffirmation de l'unité du Cameroun. Le réseau social va aussi donner l'occasion au pouvoir politique camerounais de rappeler le caractère indivisible du pays et une forme de non négociable de l'État.

B- FACEBOOK COMME OUTIL DE REAFFIRMATION DU CARACTERE INDIVISIBLE DE L'ÉTAT DU CAMEROUN

discussion et sans avoir besoin d'être étayées par des arguments. MURAS Stéphane, *Manuel de Polémique*, Paris, Editions du Relief, 2013, p.142.

²⁴ PICAVET Emmanuel, *Choix rationnel et vie publique. Pensée formelle et raison pratique*, Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, 1996, p.172.

²⁵ Extrait du discours du Ministre des Transports M. Jean Ernest Masséna NGALLÉ BIBEHE à l'occasion d'une cérémonie consacrée à la célébration de l'excellence scolaire dans la Sanaga Martime le 14 Septembre 2019. Propos relayés sur la page Facebook du média numérique 237online.com, <https://www.facebook.com/237online.com/>.

La forme de l'État renvoie à la manière dont l'État se structure par rapport à son territoire ; on parle alors d'organisation verticale des fonctions à opposer à la séparation horizontale des pouvoirs qui caractérise le régime politique. Les États adaptent leur forme à la réalité territoriale en poussant plus (l'État unitaire) ou moins (l'État fédéral) le processus de centralisation-concentration du pouvoir à son fondement²⁶. L'État unitaire est la forme d'État qui a poussé le plus avant le processus de centralisation en organisant un seul ordre juridique (l'ordre étatique) dont les organes s'imposent à l'ensemble du territoire. Aussi, les États unitaires se sont-ils déconcentrés et/ou décentralisés. La déconcentration consiste en la création de circonscriptions administratives au sein desquelles des agents publics sont nommés pour mettre en œuvre la politique étatique. Au contraire, la décentralisation se traduit par la création de personnes administratives autonomes, dont les organes sont désignés par la population et chargés de régler ses affaires²⁷.

Les dispositions constitutionnelles en vigueur depuis le 18 janvier 1996 affirment solennellement les principes caractéristiques de la République du Cameroun : Celle-ci est "un Etat unitaire décentralisé, elle est une et indivisible, laïque, démocratique et sociale"²⁸. La crise anglophone va remettre en cause la forme unitaire de l'État du Cameroun. La gestion du problème anglophone s'est toujours articulée autour de l'idéologie de l'unité nationale, les revendications politiques desdites régions remettant en cause la nature et la forme de l'État, perçues comme une atteinte à la souveraineté nationale par les autorités gouvernementales de Yaoundé²⁹. Facebook va ainsi dans ce contexte servir d'outil de réaffirmation de la forme unitaire et indivisible de l'État du Cameroun et de disqualification de toute autre option. L'unité et la cohésion d'une nation puisent leur essence à la fois dans l'émotion naturelle de tout groupe partageant le hasard de la géographie et dans les éléments objectifs qui nourrissent la volonté de vivre et de vaincre ensemble l'adversité et de réussir un projet de société largement partagé³⁰. La résurgence de la question anglophone soulève la question de l'unité et de l'indivisibilité de la République du Cameroun. C'est

²⁶ THOENIG Jean-Claude, *L'État et la gestion publique territoriale*, dans : *Revue française de science politique*, 46^e année, n°4, 1996, pp. 580-623.

²⁷ PROTIÈRE Guillaume, « *L'État, La forme de l'État* », *Les indispensables du droit constitutionnel*, Paris, éditions Ellipses, 2016, pp. 39-44.

²⁸ Alinéa 2 de l'article 1^{er} du Titre Premier de l'Etat et de la Souveraineté, Constitution de la République Unie du Cameroun née par la réforme constitutionnelle de 1972.

²⁹ BERTOLT Boris, « *L'ennemi est parmi nous* », *Journal des anthropologues*, 2018, pp. 85-107.

³⁰ NOUZI KEMKENG Carole Valérie. *L'idéologie de l'unité nationale et le révisionnisme constitutionnel au Cameroun*, *Droit et politique, Jurisdoctoria*, 12, 2015, p.155.

l'ordre étatique qui est en jeu, c'est-à-dire l'ensemble de relations qui déterminent la manière dont le pouvoir est exercé au sein de l'État camerounais. La déclaration unilatérale de l'indépendance de l'Ambazonie remet en cause l'indivisibilité de la République du Cameroun.

Les prises de position des représentants du gouvernement en place sont ainsi travaillées par le référentiel historique de l'État au Cameroun : le caractère unitaire et indivisible de l'État³¹. Mis dos au mur par la multisectorialisation de la mobilisation des « anglophones » et surtout par la montée en puissance de groupes armés au Sud-Ouest et au Nord-Ouest, les représentants de l'État ne s'écartent pas de ce référentiel dans les communications décryptées sur Facebook dans le cadre de notre analyse : « Le Cameroun est Un et indivisible ! Il le demeurera. »³² Le principe d'indivisibilité de l'État du Cameroun rappelé par ce post du Chef de l'État sur son compte Facebook le 14 janvier 2017 signifie que la République du Cameroun est conçue au sein d'un Etat unitaire dans lequel la souveraineté nationale est indivisible. Contrairement à l'État fédéral où la souveraineté est fragmentée entre les différents Etats fédérés, l'État unitaire est le seul détenteur de la souveraineté.

Le recours au principe de l'unité et de l'indivisibilité de la République a souvent été l'argument péremptoire allégué, pour expliquer le refus de tout démembrement du territoire national. Il a également justifié la politique d'assimilation à destination du peuple anglophone : « Il faut comprendre que le Cameroun n'est pas divisé en anglophones et en francophones, ni en nordistes et en sudistes. Le Cameroun est un et indivisible. »³³ L'évocation de l'indivisibilité de la République du Cameroun renvoie à l'exercice de la *suprema potestas*³⁴. Elle interdit à l'Etat de partager la

³¹ KEUTCHEU Joseph, *La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'État au Cameroun*, Politique et Sociétés, 40(2), 2021, p.17.

³² Tweet du Président de la République Paul BIYA sur son compte officiel Twitter (Président Paul BIYA @ PR Paul BIYA Compte officiel du Président de la République # Cameroun) le 14 janvier 2017 et repris sur sa page Facebook.

³³ Extrait de l'interview du Ministre d'État, ministre de l'Enseignement supérieur le professeur Jacques FAME NDONGO à RFI dans l'émission Invité Afrique du 06 octobre 2017, extrait partagé sur la page Facebook RFI Afrique, <https://www.facebook.com/RFIAfrique/posts/1534721576616507/>

³⁴ *Summa potestas* est une expression latine signifiant « somme ou totalité du pouvoir ». Il se réfère à l'autorité finale du pouvoir au gouvernement, comme le pouvoir du souverain, La *suprema potestas* exprime l'idée qu'il n'existe pas de pouvoir au-dessus de l'Etat. ZARKA Yves

souveraineté à l'intérieur, avec les collectivités territoriales et les groupes primitifs. Elle signifie également l'unité du peuple, et c'est de cette unité du peuple camerounais dont parle le Ministre Jacques FAME NDONGO dans cet extrait d'un entretien accordé à RFI le 06 octobre 2017.

Ainsi, des citoyens ne pourraient pas s'emparer d'une partie du territoire et décider d'exercer une nouvelle souveraineté, qui serait la leur. De telles aspirations ne rencontreraient pas les faveurs du pouvoir central. Elles seraient ressenties comme un signe de défiance, assimilable à un comportement illicite, voire délictueux. Le discours dominant faisant du Président de la République le garant de cette indivisibilité : « Le président de la république a rappelé que le Cameroun est un et indivisible, il est garant de cette unité du Cameroun. Donc il y a des choses que l'on ne discute pas. »³⁵. À travers ces propos Ministre d'État, ministre de la Justice, Garde des sceaux Monsieur Laurent ESO, l'on décrypte que l'État unitaire camerounais comprend un ensemble unique d'institutions, et donc un seul centre d'impulsion gouvernementale. C'est le centralisme administratif, Alexis de Tocqueville le décrivait comme « la concentration dans un même lieu et dans une même main, de la capacité de diriger les intérêts propres à chacune des parties de la nation ; et, pour ce faire, à se rapporter non aux mœurs, aux habitudes et aux convenances locales, mais à un système élaboré au siège du gouvernement et partout appliqué par ses agents »³⁶. En conséquence, dans le cadre d'un tel modèle, la tendance rejoint celle d'une conception centripète du pouvoir, accompagnée donc d'une vision minorative du niveau local. La collectivité est ainsi envisagée de façon globale, sans tenir compte des aspirations des différents groupes humains³⁷.

En clair, la règle des règles qu'est la constitution confie aux autorités centrales de Yaoundé le soin d'administrer la nation dans sa diversité en gommant autant que possible les aspérités périphériques : « Au Cameroun, il est écrit dans la constitution que le pays est indivisible »³⁸. Cette déclaration de Philémon Yunji

Charles, *Hobbes et son vocabulaire : études de lexicographie philosophique*, Paris, Éditions Vrin, 1992, p.94.

³⁵ Discours du 7 août 2017 à Bruxelles, lors de la rencontre d'explication avec la diaspora camerounaise (disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=dJpWdAp7Mtc>, consulté le 12 décembre 2019).

³⁶ DE TOCQUEVILLE Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Les Éditions Gallimard (coll. « Bibliothèque de la Pléiade »), 1992, p. 213.

³⁷ BURDEAU Georges, *Traité de sciences politiques*, Tome 2, 2^{ème} édition, Paris, LGDJ, 1967, p. 352.

³⁸ Extrait des propos de Philémon Yunji Yang (Premier ministre entre 2009 et 2019) lors d'une concertation avec des leaders anglophones à Yaoundé le 08 décembre 2016, déclaration partagée sur la page Facebook du média Afric Telegraph L'info africaine indépendante le 10 décembre 2016, <https://www.facebook.com/AfricTelegraph.com/>.

Yang (Premier ministre entre 2009 et 2019) lors d'une concertation avec des leaders anglophones à Yaoundé illustre à quel point l'indivisibilité de l'État est ancrée profondément dans la pensée dirigeante au Cameroun. Dogme hérité du jacobinisme français, le principe d'indivisibilité est au fondement de la République du Cameroun. D'abord adopté dans la toute première constitution de la République du Cameroun du 04 mars 1960, puis supprimé de la constitution du 1er septembre 1961 qui instituait l'État fédéral, il sera reconduit tour à tour dans les constitutions de la République unie du Cameroun du 02 juin 1972 et de la République du Cameroun du 18 janvier 1996 et, depuis lors, il a été élevé au rang de principe immuable.

Cette indivisibilité va ainsi être convoquée par le pouvoir politique dans sa communication relativement à la crise anglophone et va rejaillir sur les publications sur le réseau social Facebook à l'occasion des sorties médiatiques de la classe dirigeante camerounaise : « Le Cameroun reste un pays uni, debout, solide, indivisible. ».³⁹ Cette unicité et indivisibilité sans cesse clamées dans le discours politique des gouvernants relativement à la crise anglophone renvoie concrètement à la notion d'intangibilité du territoire, c'est-à-dire que des citoyens ne pourraient pas s'emparer d'une partie du territoire et décider d'exercer une nouvelle souveraineté, qui serait la leur. La sécession est donc illégale de ce point de vue⁴⁰.

L'indivisibilité s'entend ainsi comme la proclamation du caractère définitif et intangible de la délimitation du territoire de l'État du Cameroun et de la consistance de sa population. C'est donc la définition géographique et démographique de l'État que les constituants auraient voulu préserver grâce à ce principe. L'unicité et l'indivisibilité sont omniprésentes dans la communication de crise des gouvernants camerounais sur le réseau Facebook : « La République unie et indivisible vaincra ». ⁴¹ Le principe est traditionnellement appliqué à chacun des éléments constitutifs de l'État que sont le territoire, le peuple et l'organisation politique (ou souveraineté). S'agissant d'abord du territoire, le principe de

l'indivisibilité est vu comme empêchant une division du territoire constitutif de l'État camerounais. Ensuite, il implique une souveraineté unique et, notamment, une source unique du pouvoir normatif initial. Il exclut ainsi toute transformation du Cameroun en un État fédéral. Enfin, l'indivisibilité appliquée au peuple préserve son unicité. L'indivisibilité de la République signifie l'unité du pouvoir normatif, c'est-à-dire l'unité du pouvoir politique, qui repose sur l'unicité du souverain qui ne peut être que le peuple camerounais sous la direction de son chef : « Le Cameroun est un pays uni, un État indivisible, et sous la conduite éclairée de S.E Paul Biya chacun peut vaquer à ses occupations, chacun peut prétendre à un destin meilleur. ».⁴² Ces propos du Ministre de l'administration territoriale Paul ATANGA NJI traduisent une conception unitaire de l'État, caractérisée par l'unité du peuple camerounais, par l'élaboration de la loi dans un lieu unique, le Parlement, qui représente la souveraineté nationale.

Ce référentiel de l'unité et de l'indivisibilité de la République du Cameroun dans le discours politique des gouvernants rejette par construction, d'une part, les tentations communautaires, d'autre part, les velléités de divisions. Si l'État du Cameroun a accepté de transférer une part non négligeable de ses compétences à des collectivités territoriales dont certains droits et caractéristiques ont été précisés dans la Constitution. Il n'en reste pas moins que l'État est resté unitaire. Ainsi la décentralisation s'analyse plus comme une évolution que comme une révolution, davantage comme une reformulation que comme une rupture. Ce caractère unitaire est inlassablement rappelé par l'élite politique camerounaise pour appeler le peuple à construire cette unité du pays : « Soyez des artisans résolus de l'intégration nationale. Soyez des modèles de tolérance et de loyalisme. Soyez des boucliers pour nos institutions et notre démocratie. Ensemble, édifions la Nation Camerounaise, une et indivisible. »⁴³.

Rendre compte des énoncés politiques en termes d'activité discursive équivaut à les référer prioritairement à leur producteur immédiat, le locuteur politique. Non pour créditer celui-ci d'une liberté d'énonciation très improbable dans l'univers politique, mais pour montrer comment les contraintes de rôle et de situation conditionnent et nourrissent des stratégies discursives. Car l'on ne s'exprime pas, lorsqu'on est un acteur politique, sans un minimum de

³⁹ Extrait du discours du Ministre de l'Administration territoriale : M. Paul ATANGA NJI tenu 28 Octobre 2020 aux populations de Kumba lors d'une descente après le meurtre de 7 élèves dans une école de cette ville, propos relayés par le média Actu Cameroun sur sa page Facebook ActuCameroun, <https://www.facebook.com/ActuCameroun.com/>.

⁴⁰ MICHALON Thierry, *L'outre-mer français : Evolution institutionnelle et affirmations identitaires*, Paris, L'Harmattan, Avril 2009, p.162.

⁴¹ Extrait de la déclaration du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale Monsieur Grégoire OWONA suite au départ de certains participants du Grand Dialogue National, déclaration publiée sur la page Facebook du média Le TGV de l'info le 1 octobre 2019, <https://www.facebook.com/LeTGVdel'info>.

⁴² Propos du Ministre de l'administration territoriale Paul ATANGA NJI, par ailleurs président du Plan d'assistance humanitaire d'urgence, lors d'une escale de la caravane de la paix, dans le cadre de la crise sociopolitique et sécuritaire qui secoue les régions du nord-ouest et Sud-Ouest, le mardi 28 août 2019 dans la ville de Dschang. Extrait partagé sur la page Facebook du média SINOTABLES.COM, <https://www.facebook.com/sinotables.com/>

⁴³ Publication du Chef de l'État Paul BIYA sur sa page Facebook officielle Président Paul Biya le 14 mai 2019, <https://www.facebook.com/PaulBiya.PageOfficielle/>

vigilance, sans penser aux effets de ce que l'on va dire. L'étude de la parole est sans doute le moyen le plus adéquat pour entrevoir la tension dramaturgique propre à l'exercice du métier politique⁴⁴. La tension dramaturgique de la communication des gouvernants camerounais qui ressort des extraits recueillis sur Facebook relativement à la crise anglophone est liée aux enjeux de la situation. Il faut présenter un pays résilient qui parvient à résister aux tentatives de déstabilisations : « .Avant toute autre chose, vous dire solennellement, ce soir, que le Cameroun est un pays plus que jamais debout. Un pays un et indivisible »⁴⁵.

Le repérage des stratégies et arrière-pensées d'un locuteur politique constitue une posture de réception du discours. Les politistes s'efforcent de reconstruire l'intentionnalité stratégique dont le discours est le produit. La démarche la plus classique consiste à interpréter le choix des thématiques dominantes. Le rappel du caractère unitaire et indivisible de l'État du Cameroun constitue une figure de rhétorique conforme à la posture stratégique du pouvoir politique visant à consolider la stabilité institutionnelle du pays durant la crise sociopolitique qu'il traverse. Les publications du Chef de l'État du Cameroun sur Facebook vont dans ce sens. Mais malgré la position dominante qui autorise la conduite de stratégies discursives conférant une liberté de mouvement qui peut faire illusion ; il ne faut cependant pas oublier que les stratégies elles-mêmes sont le produit du champ politique. Chaque institutions doit apporter sa pierre à l'édifice : « .Les participants à la réunion élargie du Bureau de l'Assemblée nationale, à l'unanimité :. Réaffirment leur attachement à un Cameroun, Etat unitaire décentralisé, un et indivisible. ».⁴⁶ Cet extrait du communiqué de presse à l'issue de la réunion élargie du bureau de l'Assemblée nationale le 26 septembre 2017 à Yaoundé, sur convocation de l'honorable CAVAYE YEGUIÉ Djibril président de l'Assemblée

⁴⁴ ROLOT Christian et RAMIREZ Francis, *Choisir un président. Vérités et mensonges d'une image télévisuelle*, Éditions Ramsay, Paris, 1987, p. 25.

⁴⁵ Extrait du message du chef de l'Etat à la Nation à l'occasion de la fin d'année 2016 et du Nouvel an 2017, publié sur la page Facebook officielle Président Paul Biya le 03 janvier 2017, <https://www.facebook.com/PaulBiya.PageOfficielle/>, message transcrit en intégralité sur le site officiel de la présidence de la République du Cameroun, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours>.

⁴⁶ Extrait du communiqué de presse à l'issue de la réunion élargie du bureau de l'Assemblée nationale le 26 septembre 2017 à Yaoundé Sur convocation de l'honorable CAVAYE YEGUIÉ Djibril président de l'Assemblée nationale, la rencontre était élargie aux députés porte-paroles des partis politiques non représentés au Bureau de l'Assemblée nationale et ceux, élus RDPC des régions du Nord-Ouest ainsi que du Sud-Ouest. Communiqué publié sur la page Facebook du média cameroun24.net, <https://www.facebook.com/www.cameroun24.net/blog>.

nationale, relativement à la crise anglophone qui sévit au Cameroun depuis plusieurs années illustre le fait que le discours politique remplit une fonction de ré-enchantement du monde, il maintient coûte que coûte la fiction d'un univers social simple et gouvernable.

Dans la crise anglophone sur Facebook, le discours politique des gouvernants camerounais tente de construire un « État un et indivisible » en le décrivant, en l'énonçant, en l'invoquant dans son langage⁴⁷. Le réseau social va également servir d'outil stratégique pour la désignation et la délégitimation de l'ennemi dans la crise anglophone.

II- FACEBOOK COMME OUTIL DE DÉSIGNATION ET DE DÉLÉGITIMATION DE L'ENNEMI POUR LES GOUVERNANTS CAMEROUNAIS.

Dans un contexte où les actes de terrorisme éclatent dans le monde, la formule indiquant la « nécessité de nommer l'ennemi » a été reprise avec insistance⁴⁸. Cette réclamation indique qu'un problème d'identification est apparu avec plusieurs changements dans les types de guerres rendant cette nomination de l'ennemi complexe ou moins évidente du fait des modes opératoires terroristes. La crise anglophone se déroulant au Cameroun n'échappe pas à cette réalité. Comment et pourquoi est désigné « l'ennemi » par les pouvoirs politiques camerounais dans le conflit sociopolitique que traverse le pays. C'est à cette question qu'il faut apporter des réponses lorsque l'on envisage l'analyse de l'usage de Facebook par les gouvernants de l'État du Cameroun pour désigner et délégitimer l'ennemi lors de la crise anglophone. Car le Politique donne et prend forme simultanément à partir de la désignation ami-ennemi.⁴⁹

« L'ennemi est notre propre remise en question personnifiée »⁵⁰. D'où le risque que prend cette désignation de l'ennemi par une entité car celle-ci expose à l'autre son caractère propre et singulier, ce qui le définit, mais également ce qui le conditionne et relativise cette position définie vis-à-vis d'une menace. La crise anglophone va nécessiter, pour des besoins stratégiques, la désignation de l'ennemi par les gouvernants camerounais. Facebook va se révéler un outil de cette désignation de l'ennemi. Ainsi, l'analyse des figures de l'ennemi que nous envisageons dans les lignes qui suivent, nécessite un questionnement de ses formulations discursives et des structurations du sens que les acteurs gouvernementaux produisent à son sujet sur la plateforme Facebook. Celles-ci font apparaître que les

⁴⁷ BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982, p. 85.

⁴⁸ CONESA Pierre, *La fabrication de l'ennemi, ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2011, 364 pages.

⁴⁹ Ibid, p.17.

⁵⁰ SCHMITT Carl, *Théorie du partisan*, Paris, Champs flammariion, 1992, p70.

actes discursifs relatifs à l'ennemi génèrent une symbolique qui établit l'existence des institutions, et plus particulièrement de celles dont la finalité réside dans l'exercice efficace de la violence légitime durant cette crise anglophone. La saisie des constructions lexicales, logico-argumentatives et rhétoriques relatives à l'ennemi dans la crise anglophone sur Facebook nous permettra de déterminer ce qui se trouve en amont de l'action étatique.

Nous entendons analyser ce qui sous-tend cette détermination et constitue conceptuellement la désignation de l'ennemi, ceci afin de comprendre selon la situation actuelle de crise la singularité des modes de désignations possibles de l'ennemi et ce que cela entraîne comme réaction ou type d'action. Comment les pouvoirs politiques désignent-ils l'ennemi dans la crise anglophone sur le réseau Facebook ? Comment caractériser l'ennemi dans le contexte actuel déclaré de « guerre » contre la déstabilisation de la nation camerounaise ? Dans quelle mesure est-ce pertinent ?

A- FACEBOOK OUTIL DE DESIGNATION DE L'ENNEMI.

Pour Carl Schmitt c'est l'État unité essentiellement politique qui dispose du « jus belli », c'est-à-dire de la possibilité effective de désigner l'ennemi, le cas échéant, par une décision qui lui soit propre, et de le combattre. L'avènement du politique est donc indissociable du processus de définition de l'ennemi. La distinction spécifique du politique, à laquelle peuvent se ramener les actes et les mobiles politiques, c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi⁵¹. Avec Carl Schmitt on accède d'emblée au fonctionnement même du Politique qui se réalise à travers cette désignation, désignation de l'ennemi qui va de pair avec celle de l'ami, des alliances.

Comme l'ennemi présente beaucoup d'intérêt, il importe d'abord qu'il existe. La guerre est en effet une activité qui ne s'improvise pas. Elle suppose une concentration de moyens, l'acquisition de techniques, des préparatifs organisationnels, des anticipations stratégiques, une chaîne de commandement et d'obéissance. Elle exige aussi un travail de justification dont le socle est constitué par la désignation de l'ennemi⁵². Il faut donc désigner l'ennemi dans la crise anglophone : « Le Cameroun est victime des attaques à répétition d'une bande de terroristes se réclamant d'un mouvement sécessionniste ». ⁵³ De retour d'Abidjan dans la soirée

du jeudi 30 novembre 2017 où il a pris part au 5^{ème} Sommet Union africaine-Union européenne, le Président de la République, Paul BIYA, a fait une brève déclaration à la presse à l'aéroport suite à l'assassinat de quatre militaires et deux policiers dans la zone de Mamfé dans les régions anglophone du pays. Cette sortie médiatique du Chef de l'État démontre que désigner l'ennemi permet au politique, de concentrer ses efforts sur la menace. Le philosophe Pascal Bruckner explique cela en soulignant « qu'un ennemi, c'est une provision d'avenir, une manière pour un groupe d'assurer sa cohésion, de se poser en s'opposant ; C'est la certitude de durer à travers l'hostilité de l'autre qui, paradoxalement, nous conforte en nous niant »⁵⁴.

La qualification des séparatistes de « terroristes » par le Président Paul BIYA permet d'alimenter la cohésion du groupe en réaffirmant les valeurs qui le distinguent des autres (les ennemis). L'ennemi a aussi la vertu d'occulter les autres problèmes de la communauté, voire de les rendre acceptables. Il dédouane l'autorité politique de sa responsabilité en la reportant le cas échéant sur l'adversaire. Ainsi, l'ennemi donne un sens à la guerre, aux sources de la figure de l'ennemi, il y a le conflit. On peut dire, d'une certaine manière, que ce n'est pas l'ennemi qui provoque le conflit, mais au contraire le conflit qui a besoin de se fabriquer un ennemi : « Toutes les dispositions sont prises pour mettre hors d'état de nuire ces criminels et faire en sorte que la paix et la sécurité soient sauvegardées sur toute l'étendue du territoire national »⁵⁵.

La méthode consiste à noircir l'ennemi, à rappeler ses méfaits, les crimes (inventés ou véritables, peu importe) qu'on lui impute. Puisqu'il est coupable de tant d'abominations, l'ennemi, c'est celui envers lequel tout est permis, qu'on a le devoir de supprimer par tous les moyens. L'exaltation des passions belligènes à l'œuvre dans la construction de l'ennemi que l'on peut déceler dans ces propos du Chef de l'État que nous venons de citer, fait entrer la crise anglophone dans un univers fait de rigorisme⁵⁶. Aucune idéologie, religion ou tradition ne saurait justifier en soi de tuer ou de se faire tuer. Dès lors, seule la survie ou la nécessité existentielle peut obliger un État à faire la guerre. Encore faut-il que celui-ci ait un ennemi véritable, même symbolique, et qu'il l'ait préalablement identifié comme tel. C'est dans ce sens qu'il faut appréhender la désignation de l'adversaire par les gouvernants camerounais dans la

⁵¹ SCHMITT Carl, *La notion du politique - Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1992, p.70.

⁵² BOUTHOUL Gaston, *Traité de polémologie, sociologie des guerres*, Paris, Payot, 1970, p.169.

⁵³ De retour d'Abidjan dans la soirée du jeudi 30 novembre 2017 où il a pris part au 5^{ème} Sommet Union africaine-Union européenne, le Président de la République, Paul BIYA, a fait une brève déclaration à la presse à l'aéroport suite à l'assassinat de quatre militaires et deux policiers dans la zone de Mamfé, extrait publié sur la page Facebook

du média national CRTVweb, <https://www.facebook.com/CRTVweb/>

⁵⁴ BRUCKNER Pascal, *Un coupable presque parfait : la construction du bouc émissaire blanc*, Paris, Grasset, 2020, p. 19.

⁵⁵ Propos du Chef de l'État Paul BIYA tenu le 30 novembre 2017 publié sur la page Facebook du média Jeune Afrique, <https://www.facebook.com/JeuneAfrique/>

⁵⁶ BOUTHOUL Gaston, *Traité de polémologie, sociologie des guerres*, op.cit., p.328.

crise anglophone. L'ennemi est donc un adversaire dans un conflit qui a basculé dans la violence, une violence qui envisage d'aller jusqu'à la destruction de l'autre : "Le gouvernement de la République condamne avec la plus grande fermeté cette attaque lâche et ignoble perpétrée contre des civils innocents par des terroristes qui ont perdu toute humanité dans le but de semer la terreur au sein des populations".⁵⁷ Il y a une demande du politique qu'implique cette « menace terroriste » qui nécessite de nommer un ennemi pour donner des repères au conflit et caractériser la forme à son opposition. Dans cette publication, le Ministre de la Communication et porte parole du gouvernement Monsieur René Emmanuel SADI parle de « terroristes » en faisant référence aux protestataires anglophones violents.

Le conflit est une relation d'opposition explosive qui désigne l'ennemi mais selon le référentiel étatique, or le terrorisme n'est pas seulement inscrit ou à rapporter à un Etat défini, bien qu'il puisse en même temps être lui-même exercé par un Etat. C'est un mode d'action qui utilise une forme de conflit de déstabilisation qui n'est pas réductible à une crise insurrectionnelle. Le terrorisme attaque et remet en cause les modes mêmes de gouvernance des Etats qu'il menace à une échelle mondiale, qui dépasse donc les limites locales d'un Etat. En désignant l'ennemi, le gouvernement encadre le conflit et le délimite en précisant les conditions dans lesquelles l'adversaire pourra changer de statut : « Nous allons prêcher le langage de la paix; nous allons demander aux terroristes de déposer les armes et de revenir dans la République .Ceux qui, pour une raison ou pour une autre ne voudront pas déposer les armes, vont se heurter à la détermination de nos forces de défense». ⁵⁸ En décryptant ces propos du Ministre de l'Administration Territoriale Monsieur Paul ATANGA NJI, l'on comprend que c'est à travers sa capacité à déterminer l'ennemi que le pouvoir révèle à la fois ce à quoi il tient dans les principes de son organisation, et à la fois indique sa capacité à réagir pour répondre aux attaques.

La désignation de l'ennemi réside dans cette expression du pouvoir qui fixe une limite ou un seuil qu'il constate avoir été franchi ou menacé par l'ennemi : c'est donc l'identité ou la définition d'une entité, la force d'influence d'un pays qui est cartographiée par une attaque ennemie, et ainsi, découvre en même temps le caractère fini de l'entité mise en cause, sa faiblesse définitive : « Alors que les

populations passaient un moment de distraction dans une foire, des terroristes séparatistes ont déclenché un engin explosif qui a fait plusieurs blessés ». ⁵⁹ La délicatesse de la situation dans le cadre de notre analyse est que relativement à la crise anglophone, l'ennemi désigné par les gouvernants est intérieur. Ici, l'on considère l'ennemi dans le cadre de l'unité politique elle-même, si la discrimination fonctionne normalement en dehors, dans les relations d'Etat à Etat, le statut de l'ennemi intérieur, de l'insurgé, est très sensible. Car on en vient à qualifier d'autres compatriotes de « terroristes ».

Toutefois, ces construits sociaux de l'ennemi sur Facebook qu'effectue les dirigeants camerounais, soumis aux contraintes de l'énonciation, n'en restent pas moins incapables de produire un sens qui soit univoque. Ce sont dès lors les institutions ou pour être plus précis, les acteurs politiques qui les composent, qui font œuvre d'herméneutes. Ils deviennent les interprètes de cet espace symbolique qu'eux-mêmes produisent, donnant naissance à des énoncés dont ils se disent les garants : « Toutes les mesures doivent être prises pour mettre hors d'état de nuire ces terroristes, ces bandits de grand chemin qui sont les ennemis de notre nation »⁶⁰.

Dans une désignation de l'ennemi, ce n'est pas l'individu en lui-même, le criminel « ennemi social » qui est l'élément clé, mais c'est à quoi il s'attaque quand il transgresse une loi, à savoir, l'intégrité des biens et d'un territoire représenté dans la figure du Souverain⁶¹. C'est ainsi que, lorsque l'ennemi n'a pas de visage précis ou plutôt peut en prendre une multitude comme c'est le cas dans la crise anglophone, le politique en gère l'identification, légitimant de la sorte leur propre action. Dans le contexte d'une mise en scène d'une action, la tâche primordiale du politique consiste à créer la catégorie « ennemi » pour, ensuite, le nommer, c'est-à-dire le démasquer pour l'identifier : bref, le construire⁶². Cette construction de l'ennemi intérieur résulte des jeux de

⁵⁷ Propos du Ministre de la Communication et porte parole du gouvernement Monsieur René Emmanuel SADI publié sur la page Facebook du média africanews, <https://www.facebook.com/africanews/>

⁵⁸ Propos du Ministre de l'Administration Territoriale Monsieur Paul ATANGA NJI lors de la cérémonie de présentation des vœux de nouvel An de ses collaborateurs lundi 21 janvier 2019, extrait publié sur la page Facebook du média 237 Actu Cameroun, <https://www.facebook.com/237ActuCameroun/>

⁵⁹ Propos du préfet du département du Fako dans les régions anglophones du Cameroun, Emmanuel Ledoux Engamba, après une attaque à la bombe dans la ville de Buea, chef-lieu de la région anglophone du Sud-Ouest, extrait partagé sur la page facebook du média l'Agence Anadolu (AA) le 13 décembre 2021, <https://www.facebook.com/AgenceAnadolu/>

⁶⁰ Propos du Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle Monsieur Issa TCHIROMA BAKARY (Ministre de la communication et porte parole du gouvernement au moment de l'énonciation), tenu sur les antennes du média RFI le 01 décembre 2017, partagé sur la page Facebook RFI.Afrique, <https://www.facebook.com/RFI.Afrique/>

⁶¹ CEYHAN Ayse et PÉRIÈS Gabriel, « *L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique* », *Cultures & Conflits*, 2001, p.6.

⁶² BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, (Chap. 10, « Décrire ou construire la réalité »), LGDJ, 4^e édition, 1998, p. 509.

positionnement, de coopération et de distanciation, ainsi que des conflits d'intérêts au sein d'un champ à un moment donné. La spécificité de l'ennemi est discursivement travaillée. Les énoncés en fixent un ou plusieurs traits inhérents qui le dépeignent comme « terroristes » et « bandits ».

Face aux multiples services que semble rendre un ennemi au politique, la tentation est donc grande d'en fabriquer un sur-mesure, soit pour échapper à la réalité, soit pour justifier du recours à la guerre⁶³. L'ennemi nécessite que toutes les mesures soient prises pour neutraliser son action, ceci toujours pour l'intérêt du plus grand nombre : « Nous lutterons avec efficacité contre les terroristes, tout en préservant les intérêts de nos populations dans le strict respect des droits de l'homme, nos populations qui voient nos soldats être égorgés, décapités et leur modus vivendi au quotidien perturbé. Ces populations vont adhérer à toutes les mesures salutaires qui seront prises. »⁶⁴. Cette sortie du Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle Monsieur Issa TCHIROMA BAKARY (Ministre de la communication et porte parole du gouvernement au moment de l'énonciation), nous démontre que la fabrication de l'ennemi implique diverses étapes : une idéologie stratégique donnée, un discours, des faiseurs d'opinion et en fin des mécanismes de montée à la violence. Les « marqueurs d'ennemi » n'ont pas besoin d'être les plus fins analystes de la situation, mais les plus influents⁶⁵. Ainsi les Hommes politiques à travers les médias participent à la construction de l'ennemi.

L'étude systématique des énonciations politiques des dirigeants camerounais sur Facebook relativement à la crise anglophone montre que la notion de « terroriste » s'est constituée en « formule ». Un mot clé qui, du fait de son emploi à un moment donné et dans un espace public, cristallise des enjeux politiques et sociaux que cette expression contribue dans le même temps à construire⁶⁶. Le qualificatif « terroriste » renvoie, dans le media Facebook à l'occasion de la crise anglophone, à un contenu référentiel mais présente également un caractère polémique que révèlent la variété de ses usages et la

diversité des sphères dans lesquelles il est mobilisé. Il participe d'un processus de désignation de l'ennemi intérieur.

Ce sont donc ces jeux discursifs et politiques, participant à la constitution d'une nouvelle figure de l'ennemi intérieur qu'est le protestataire anglophone radicalisé, que nous mettons en évidence. La désignation « terroriste » sert ainsi d'opérateur au glissement du registre de l'adversaire politique à celui de l'ennemi. La figure de l'adversaire radicalisé s'incarne dans la désignation de « terroriste ». Le vocable est utilisé pour accuser l'adversaire et, en particulier, pour dénoncer ses actions comme le laisse entendre cette sortie de Monsieur Issa TCHIROMA BAKARY que nous décryptons (« nos soldats .égorgés, décapités. »). Le réalisme politique place au cœur de la construction de l'État et de la constitution de son pouvoir la référence à l'ennemi. L'État détenant le monopole de sa désignation, ce pouvoir monopolistique lui permet d'assurer la protection et d'imposer l'obéissance.⁶⁷ Le gouvernement doit par la désignation de l'ennemi marquer sa solidarité avec les populations face aux exactions de cette adversaire commun : « Le gouvernement a pris connaissance avec stupeur et indignation de la recrudescence des actes de barbarie et d'horreur perpétrés ces derniers jours par des bandes armées terroristes sécessionnistes ». ⁶⁸ À travers cette désignation (« bandes armées terroristes sécessionnistes. »), une mutation est à l'œuvre, car du point de vue des théories politiques classiques, l'État « comme l'unité politique n'a que des ennemis extérieurs et ne tolère à l'intérieur que des adversaires, c'est-à-dire des antagonismes de groupements qui peuvent être en désaccord sur la politique générale du gouvernement existant et constituer une opposition « légale », sans mettre en question l'existence de l'unité politique en tant que souveraineté absolue dans des frontières nettement délimitées »⁶⁹. La constitution de l'ennemi intérieur contribue à la désignation de groupes dangereux.

L'affirmation d'une menace omniprésente sur le sol national tend à produire un sentiment de suspicion à l'égard de toute personne partageant apparemment sur le réseau social Facebook les caractéristiques prêtées aux auteurs des violences : le désir de sécession des régions anglophones de l'État du Cameroun. À partir de ces discours des gouvernants camerounais sur Facebook relativement à la crise anglophone, l'on dénote que la notion de « terroriste » est utilisée, dans le vocabulaire politique, comme une étiquette permettant de désigner l'ennemi non pas

⁶³ CRETTEZ Xavier, *Violences sociales et violence d'État : les logiques de la violence en démocratie*, Paris, La Découverte, 2008, pp. 42.

⁶⁴ Propos du Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle Monsieur Issa TCHIROMA BAKARY (Ministre de la communication et porte parole du gouvernement au moment de l'énonciation), tenu sur les antennes du média RFI le 01 décembre 2017, partagé sur la page Facebook RFI.Afrique, <https://www.facebook.com/RFI.Afrique/>

⁶⁵ CONESA Pierre, « La fabrication de l'ennemi. Réflexions sur un processus stratégique », *Revue internationale et stratégique*, 2009/4 (n° 76), p. 38.

⁶⁶ GUIBET LAFAYE Caroline et BROCHARD Pierre, « La radicalisation vue par la presse: fluctuation d'une représentation », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, Paris, Sage, vol. 130, n°1, 2016, p.24.

⁶⁷ SCHMITT Carl, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Champs classiques, 2009, p.64.

⁶⁸ Extrait d'un communiqué de presse du Ministre de la Communication et porte parole du gouvernement, Monsieur René Emmanuel SADI, publié le 13 août 2020 par le média VoaAfrique, partagé sur sa page Facebook VOA Afrique, <https://www.facebook.com/VOAAfrique>.

⁶⁹ FREUND Julien, *L'Essence du politique*, Paris, Dalloz, 2004, p.569.

seulement de l'État mais de la société camerounaise et de ses valeurs⁷⁰. La désignation de l'ennemi sur Facebook par les gouvernants camerounais durant la crise anglophone participe et commande la redéfinition d'un ordre moral et politique. Le politique est réinstauré sur un mode sécuritaire et autoritaire. Il est articulé à un remodelage de la société autour de valeurs définies comme fondamentales et à l'exclusion des revendications des minorités via la diabolisation du communautarisme anglophone : « Nous disons une fois de plus que les fauteurs de trouble, les terroristes qui sont en brousse et continuent à pérenniser le climat de haine et de peur, qu'ils se tiennent tranquilles, ils seront pourchassés jusqu'à leurs derniers retranchements »⁷¹.

Ainsi, les sorties médiatiques des dirigeants camerounais sur Facebook pour qualifier l'ennemi dans la crise anglophone relèvent de l'essence de la politique, car les rapports entre unités politiques ne se conçoivent qu'en termes d'hostilités. Comme le rappelait fort bien Carl SCHMITT : « la distinction spécifique du politique, à laquelle peuvent se ramener les actes et les mobiles politiques, c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi. Elle forme un principe d'identification qui a valeur de critère »⁷². L'ennemi incarne donc des représentations contraires aux nôtres, que nous aspirons à supplanter. L'ennemi qui apparaît dans la crise anglophone sur Facebook est alors une construction. Si la belligérance trouve ses racines dans des réalités, elle le fait aussi dans des perceptions et des expressions. L'action et l'image de l'un influencent l'image et l'action de l'autre. L'ennemi fait fonction d'anxiolytique⁷³ par sa responsabilité réelle ou imaginaire face à l'angoisse collective que peut susciter la crise anglophone. Car « il n'y a de politique que là où il y a un ennemi réel ou virtuel »⁷⁴.

Après avoir été un outil de désignation de l'ennemi par les dirigeants camerounais dans la crise anglophone, Facebook va également servir d'instrument de délégitimation de cet ennemi dans ses prétentions et ses actions.

B- FACEBOOK OUTIL DE DELEGITIMATION DE L'ENNEMI.

⁷⁰ WIEVIORKA Michel, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988, p.15.

⁷¹ Propos du Ministre de l'Administration territoriale Monsieur Paul ATANGA NJI tenu sur les antennes de la radio nationale de la CRTV le 10 septembre 2018 au journal de 13H dont il était l'invité, extrait partagé sur la page Facebook du média 237actu.com, <https://www.facebook.com/237actu/>

⁷² SCHMITT Carl, *La notion du politique. Théorie du partisan*, op.cit., p.65.

⁷³ Les anxiolytiques sont des médicaments utilisés contre l'anxiété. Jacques BEAULIEU, *Ces médicaments qui ont changé nos vies*, Éditions Multimondes, 2014, p.82.

⁷⁴ FREUND Julien, *L'essence du politique*, op.cit., p.448.

La violence politique est une catégorie rassemblant un nombre important de violences différentes. Parmi celles-ci, on trouve ce que nous appelons la violence contestataire, qui concerne les violences visant l'État ou les tenants du pouvoir. Notre propos est ici de démontrer que c'est cette violence qui est délégitimée lorsque les gouvernants disqualifient l'ennemi sur Facebook durant cette crise anglophone. Nous voulons ainsi étudier dans cette tranche de notre analyse, les processus de délégitimation des protestataires extrémistes anglophones par les dirigeants camerounais sur le réseau social. La délégitimation de l'ennemi passe par une condamnation ferme de ses exactions : « Malgré ces efforts du Gouvernement, des mouvements radicaux, principalement inspirés de l'étranger, ont récupéré et dévoyé les revendications corporatistes. Ils ont ainsi ourdi un projet sécessionniste avec pour but, la partition de notre pays. A cette fin, ils ont constitué et financé des groupes armés qui ont causé un lourd préjudice aux populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. »⁷⁵ Le Président de la République du Cameroun dans ces propos vient condamner la violence des séparatistes. Le Chef de l'État procède à la délégitimation de la violence contestataire, et par là même de ces auteurs, en les criminalisant et en les comparant au terrorisme.

Cette démarche illustre la confiscation de la violence légitime par les pouvoirs publics qui, en délégitimant toute autre violence, affirme son autorité. L'expression « violence politique » est ontologiquement problématique dans les termes mêmes qui la composent. La violence politique regroupe toutes les violences ayant un but de revendication, de contestation, de révolte d'une catégorie qui se sent opprimée. La violence contestataire est mise sur le banc des accusés par le discours politique prenant à témoins la communauté internationale : « Le monde entier a été témoin des atrocités commises par ces groupes armés : mutilations, décapitations, assassinats des éléments des Forces de Défense et de Sécurité, des autorités administratives et des civils sans défense, destructions des infrastructures et édifices publics, incendie des écoles, des hôpitaux. »⁷⁶.

La violence utilisée par les groupes séparatistes est délégitimée par la façon dont on la désigne. Les lexèmes les plus utilisés pour désigner la violence des groupes manifestant sont directement rattachés au concept de la violence : « Assassinats », « mutilations », « décapitations ». La violence politique est ainsi le terrain d'élection privilégié des jugements de valeurs, mais surtout il faut bien repérer ce raisonnement circulaire qui consiste à ne qualifier

⁷⁵ Extrait du message du Chef de l'Etat Paul BIYA à la Nation le 10 septembre 2019, publié sur la page Facebook cameroun24.net, <https://www.facebook.com/cameroun24/>

⁷⁶ Extrait du Message du Chef de l'Etat Paul BIYA à la Nation le 10 sept 2019, publié sur la page Facebook 237story, <https://www.facebook.com/237story>

comme violences les comportements jugés illégitimes. L'étude du discours institutionnel via Facebook nous permet de déceler la stratégie politique qui guide une certaine attitude face à la violence des contestataires : délégitimer l'adversaire en dénonçant ses méthodes : « Les exactions des groupes armés ont poussé des milliers de nos compatriotes à se réfugier dans les autres régions du pays, voire, pour certains, dans des pays voisins où ils sont réduits à la précarité. ».⁷⁷ À travers cet extrait du discours du Président de la République du Cameroun Paul BIYA relativement à la crise anglophone, nous constatons que le discours institutionnel présent sur Facebook relativement au conflit dénonce les exactions, les violences des séparatistes dont les populations camerounaises seraient les premières victimes (morts, déplacés internes, précarité), les séparatistes ne seraient donc pas légitimes. Ainsi, l'usage de la violence serait illégitime dans la mesure où la vie en société se doit d'être pacifiée et où le règlement des conflits ne passe pas par le recours à la violence, mais par les voies prévues par l'État de droit.

La violence séparatiste lors de la crise anglophone est délégitimer à cause de son caractère destructeur et imprévisible, le recours à la violence est condamné par les gouvernants, pour qui la pacification des rapports sociaux ne peut provenir que du dialogue démocratique qui est non violent par nature (d'où l'initiative du Grand Dialogue National). Nous comprenons en conséquence que la lutte politique est cognitive et a pour but l'imposition de la vision légitime du monde social, de son sens et de la direction qu'il doit prendre. Le monde social est, en ce sens, le produit et l'enjeu des luttes symboliques, à la fois politiques et cognitives, pour la connaissance et la reconnaissance. À l'intérieur de celles-ci, chacun tente d'imposer une vision du monde qui l'avantage, œuvrant pour que soient légitimés des principes de construction de la réalité sociale favorables à son être social.⁷⁸ Pour délégitimer l'ennemi il faut montrer son caractère inhumain : « Or, tuer des gendarmes ou des civils, kidnapper, mutiler, molester, incendier, détruire des infrastructures publiques, empêcher les enfants d'aller à l'école ou les populations de vaquer tranquillement à leurs occupations n'a jamais été, dans aucun pays au monde, source de légitimité pour représenter ou s'exprimer au nom des populations justement victimes de ces exactions. ».⁷⁹ La manière de nommer la violence par le Chef de l'État est un rappel à l'ordre puissant, dans la mesure où il a pour

objectif de criminaliser la contestation pour ainsi éviter une destruction de l'ordre social. Car « le pouvoir de nommer les choses est aussi un pouvoir revendiqué par l'État moderne qui convoite particulièrement celui exercé sur l'imaginaire par la capacité de nommer la souffrance des gens et ses causes »⁸⁰. Ce qui fait du monopole de la nomination légitime est un enjeu de lutte politique.

La distinction entre la violence maintenant l'ordre et celle le menaçant est fondamentale pour délégitimer tout recours à la force dans le but de transformer l'ordre social. Si l'on se base sur la définition de Weber de l'État, en tant qu'entité qui recherche le monopole de la violence légitime, il est évident que ces stratégies de conservation du monopole de la légitimité visent à délégitimer l'adversaire. Car toute revendication qui sortirait du cadre prévu par la loi devient immédiatement menaçante, et ne peut donc pas être tolérée par l'État. C'est la mythologie de l'insécurité qui est mise de l'avant, selon laquelle une nouvelle ère de malheur serait imminente si on laisse faire les séparatistes anglophones. Le vocabulaire de la criminalité vient remplacer celui de la contestation. Alors que la contestation revêt une certaine légitimité politique, dans la mesure où elle est partie intégrante de la démocratie, la criminalité est par contre une anomalie qui n'a pas sa place en république⁸¹. Cette manière de nommer a pour ambition de rejeter la contestation aux frontières du politique, puisqu'en criminalisant les contestataires, on leur refuse en quelque sorte le statut politique d'interlocuteur politique légitime.

Ces énonciations politiques délégitimant les extrémistes anglophones que l'on peut retrouver sur Facebook a un effet performatif important : éjecter symboliquement hors du politique certains militants jugés trop radicaux. Pour avoir une influence politique, il est nécessaire d'être respectable, bien évidemment au sens où l'entendent les élites politiques. Lorsqu'on porte l'étiquette de criminel, la légitimité politique de ses actes est presque impossible à acquérir. Dès qu'il est étiqueté, le criminel ne bénéficie pas d'une certaine respectabilité et d'un sens politique, essentiels pour mener de l'avant des revendications au sein d'une démocratie : « Cette violence ambazonienne est apocalyptique. Le Cameroun n'en veut pas. ».⁸² L'idée de la performativité du discours prend forme dans cet extrait du Pr. Jacques FAME NDONGO (Ministre d'État, ministre de l'Enseignement supérieur), dans l'énonciation politique ce qui est dit a

⁷⁷ Extrait du Message du Chef de l'Etat Paul BIYA à la Nation le 10 sept 2019, publié sur la page Facebook Cameroon Tribune,
<https://www.facebook.com/camerountribune/>

⁷⁸ BOURDIEU Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000, p.63.

⁷⁹ Extrait du Message du Chef de l'Etat Paul BIYA à la Nation le 10 sept 2019, publié sur la page Facebook Cameroon Tribune,
<https://www.facebook.com/camerountribune/>

⁸⁰ HÉBERT Martin, « *La violence au Guatemala : le pouvoir de nommer* », Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, p.235.

⁸¹ MARCUSE Herbert, « *Le problème de la violence dans l'opposition* », Neuchâtel, Delachaux & Niestlé, 1968, p.47.

⁸² Propos du Ministre d'État, ministre de l'Enseignement supérieur le Pr. Jacques FAME NDONGO tenue sur les antennes du média BBC News Afrique et partagé sur la page Facebook BBC News Afrique,
<https://www.facebook.com/bbcnewsafrique/>

une incidence directe sur ce qui est et dévient. En s'énonçant, le discours produit une certaine matérialité sociale, en situant les individus qui y prennent place, accordant une légitimité à certains et délégitimant d'autres.

Le discours sur l'ennemi devient une véritable manœuvre pour intégrer l'adversaire dans son cadre de référence, tout en le neutralisant. L'énoncé politique a pour particularité de ne pouvoir fonctionner qu'en revendiquant un monopole au niveau de la légitimité⁸³. L'idée est de disqualifier l'adversaire, de monter en quoi il viole les règles et les lois, afin de lui retirer son droit de parole. Dans la description du groupe adversaire, il y a un jugement évaluatif porté par le sujet de l'énonciation, ce jugement évaluatif a pour effet de discréditer l'ennemi que l'on nomme. En associant les actions des ambazoniens à la criminalité, les autorités politiques refusent irrémédiablement d'accorder un statut de sujet politique à ceux qui versent dans l'illégalité.

L'argument mis de l'avant par les autorités politiques camerounaises sur Facebook relativement aux actions des séparatistes est qu'elles sont non seulement illégales, mais elles sont fondamentalement violentes, puisqu'elles restreignent les droits des citoyens qui s'y opposent. Ceci est fondamental dans la lutte sémantique se déroulant sur Facebook relativement à la crise anglophone. Le discours politique des dirigeants tend à séparer la démocratie et la violence, à l'intérieur d'un récit de délégitimation des séparatistes anglophone. C'est sur la base des valeurs supposées communes que le rejet de la violence se fait. L'importance de faire vivre ce mythe de la démocratie pacifiée est impératif, puisqu'il est impensable pour les dirigeants et les dirigés d'accepter que la violence soit au fondement de leur organisation sociale⁸⁴. Cette démarche énonciative des dirigeants camerounais sur Facebook n'est pas simplement descriptive, elle est aussi inaugurale, puisqu'elle établit la dangerosité des séparatistes anglophones et sédimente leur positionnement en leur assignant une place dans l'espace social qui justifie une réponse des défenseurs de l'ordre pour contenir la menace : "Les criminels, assassins et autres terroristes dangereux ainsi que les cerveaux à l'origine de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest seront neutralisés".⁸⁵ L'occultation du caractère politique de la violence, en la traitant comme une chose odieuse et inacceptable, apparaît comme une stratégie pour dissimuler la violence de l'ordre contre ceux qui le menace. Cet extrait du Ministre délégué à

la Présidence, chargé de la Défense Monsieur Joseph BETI ASSOMO nous révèle que la condamnation de la violence et des violents dans un cadre de contestation politique et sociale se base fondamentalement sur la croyance que la politique est un univers où la violence est proscrite en dehors du monopole légitime de l'État. Ainsi, dès que la contestation sort du cadre légal, elle relève immédiatement de la criminalité. De plus, la démocratie est associée au pacifisme et au dialogue.

Finalement, il y a la logique de la binarité, où le « nous » correspond aux personnes qui adhèrent au système démocratique et au pacifisme qu'il requiert : nous sommes face à un « discours hégémonique »⁸⁶. Le discours dominant, ou hégémonique, fait appel à certains mécanismes pour se légitimer et s'imposer. La légitimité se construit notamment sur l'exclusion et le déni, sur l'appel à l'autorité et sur l'évidence, alors que l'imposition s'obtient par l'exposition de la menace et du danger, des caractéristiques identitaires de l'ennemi séparatiste anglophone. La légitimité est un élément d'une grande importance pour les détenteurs de l'autorité politique, afin que les décisions qu'ils prennent soient reconnues et acceptées par la population⁸⁷. La légitimité permet ainsi de faire apparaître la violence des opposants comme illégitime. Il est essentiel de faire apparaître l'« autre » comme étant dangereux et incompatible avec les principes justes qui animent la communauté camerounaise. En établissant le caractère illégitime des séparatistes, les autorités politiques ont pour objectif d'empêcher un mouvement de ralliement de la population autour de la cause anglophone extrémiste.

La menace et la sécurité publique sont des éléments très importants pour rallier la population aux décideurs politiques. Lorsque la population croit que la menace est réelle et imminente, le premier réflexe sera de se positionner contre cette menace, du côté du pouvoir protecteur et qui assure le maintien du statu quo contre l'anarchie et le chaos⁸⁸. C'est en ce sens que les autorités politiques camerounaises ont déployé des discours sur la plateforme Facebook qui visaient sur la crainte de la violence et de la menace, amplifiant la portée des actions séparatistes, afin de créer l'adhésion au sein de la population. Il faut cataloguer l'ennemi pour que l'on sache quelle est sa véritable nature, du moins celle que les gouvernants lui prête : « Je pense que les choses sont désormais parfaitement claires pour tout le monde. Le Cameroun est victime des attaques à répétition d'une bande de terroristes se réclamant d'un mouvement sécessionniste. Face à ces actes d'agression toutes

⁸³ MAINGUENEAU Dominique, *Genèse du discours*, Bruxelles, Pierre Mardaga éditeur, 1984, p.118.

⁸⁴ BRAUD Philippe, «*La violence politique: repères et problèmes* ». Cultures & Conflits, no 9-10, 1993, p.13.

⁸⁵ Propos du Ministre délégué à la Présidence, chargé de la Défense Monsieur Joseph BETI ASSOMO, extrait partagé par le média Jeune Afrique et repris sur la page Facebook 237actu.com, <https://www.facebook.com/237actu/>

⁸⁶ LAWRENCE Olivier et OLIVIER-NAULT Jessica, «*Pour une approche constructiviste dans l'étude des idées politiques* », Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p.155.

⁸⁷ WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1959, p.52.

⁸⁸ CRETTEZ Xavier, *Les formes de la violence*, Paris, La Découverte, 2008, p.22.

les dispositions sont prises pour mettre hors d'état de nuire ces criminels et faire en sorte que la paix et la sécurité soient sauvegardées sur toute l'étendue du territoire »⁸⁹.

Le jugement auquel est lié le terme terrorisme nous apparaît comme invariablement négatif. Il est impossible d'employer cette dénomination, sans porter un jugement négatif sur le fait ainsi qualifié. Roseline KÖREN présente ainsi les termes « terroristes » et « terrorisme » comme des « désignations axiologiques péjoratives »⁹⁰. L'emploi du terme terrorisme implique donc une disqualification de la violence ainsi désignée. La disqualification supposée par le terme « terrorise » se réfère à la nature de la violence ainsi désignée. Pour Philippe BRAUD « les terroristes sont ceux que les Etats, les populations visées, ainsi que leurs médias, désignent comme tels à raison de méthodes qui suscitent une profonde angoisse et entraînent la mort de civils innocents »⁹¹. À travers cette sortie médiatique du Président de la République Paul BIYA, nous comprenons que la lutte contre le terrorisme se déroule également au niveau médiatique, afin de gagner ce qu'il est possible d'appeler la « bataille de l'opinion publique ». Au sein de ce discours apparaît un registre de réprobation, essentiellement construits sur la dénonciation de l'utilisation de la violence et de la barbarie des auteurs des exactions. La dénonciation de la barbarie des terroristes est un processus traditionnel du discours anti-terroriste car il permet de cliver l'espace politique en deux camps indissociables⁹².

Ces énonciations politiques de dirigeants camerounais sur Facebook relativement à la crise anglophone nous permettent ainsi d'appréhender la figure de l'ennemi, cette communication visant à délégitimer les séparatistes anglophones veut rejetée dans le camp de la barbarie la responsabilité des violences que connaît le pays, et également par la même occasion renforcer la légitimité de la puissance publique, protectrice de la « Nation ». Si les réactions d'horreur et les condamnations du terrorisme sont authentiques et légitimes, elles n'entrent pas moins dans une perspective de légitimation de l'action et du système politique, fragilisé par la rupture terroriste

⁸⁹ Propos du Président Paul BIYA tenu le 30 novembre 2017 après le décès de six militaires tués par des séparatistes présumés dans la région du Sud-Ouest, message transcrit sur site internet de la présidence <https://www.prc.cm/fr/actualites/>, extrait publié sur la page Facebook officielle Président Paul Biya, <https://www.facebook.com/PaulBiya.PageOfficielle/>

⁹⁰ KÖREN Roselyne, *les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mot du terrorisme*, Paris, L'Harmattan, 2016, p.206.

⁹¹ BRAUD Philippe, *Violences Politiques, Cultures & Conflits*, 1993, n° 9, p. 10.

⁹² GARCIN-MARROU Isabelle, *Terrorisme, Médias et Société*, PUL, Lyon, 2001, p. 126

dans son obligation fondamentale de sécurité de ses citoyens »⁹³.

L'une stratégie de communication de crise menée par les dirigeants camerounais sur Facebook relativement à la crise anglophone : est celle du « discours de réprobation ». Le discours de réprobation s'inscrit dans une disqualification l'aide de l'emploi du mot « terroriste » : " Le Président Paul Biya vient de déclarer la guerre à ces terroristes qui prônent la sécession".⁹⁴ Les locuteurs recourent au registre de la pathologie pour amplifier les représentations négatives de l'ennemi. Deux techniques sont utilisées pour servir cette finalité : la « binarisation »⁹⁵ (une opposition entre une image de soi valorisée et celle péjorative de l'ennemi), et la « déshumanisation » des terroristes. La binarisation : A ce titre, on peut citer l'image fréquemment utilisée des « fanatiques », « ennemis de la démocratie », c'est le débat dichotomique « eux » contre « nous ». La trace d'une telle thématique réprobatrice est souvent traduite par le recours à une qualification morale de l'acte « lâcheté », « sauvagerie », « indignation » . ainsi que de ses auteurs « fanatiques », « obscurantistes ». La déshumanisation se traduit au niveau des discours et communiqués des responsables gouvernementaux par le recours à des thématiques relatives à la « barbarie ». Le discours politique désigne ainsi un état de violence, de tyrannie ou d'oppression, un état régressif contre lequel il faut lutter.

Qu'il s'agisse d'une communication de crise tournée vers le partage de sentiments ou de valeurs communes ou d'un renforcement de l'appartenance collective, à travers l'exacerbation de l'altérité de l'ennemi intérieur que représentent les séparatistes anglophones, les arguments des dirigeants camerounais sur Facebook convergent vers une même visée : l'appel à l'unité nationale dans ces moments cruciaux. L'unité reste la visée intrinsèque à tout discours antiterroriste. Ainsi, la prise de parole publique des gouvernants camerounais sur Facebook dans le processus de délégitimation de l'ennemi nous semble répondre à un canevas bien déterminé : c'est le discours de l'indignation devant la souffrance des victimes, la dénonciation de l'usage de la violence dans un contexte démocratique, l'opposition entre les valeurs républicaines et la barbarie des terroristes, la déclaration de la guerre à tous ceux qui osent menacer les fondements de l'Etat de droit, la

⁹³ WOLTON Dominique, *Terrorisme à la une. Media, terrorisme et démocratie*, Gallimard, Paris, 1987, p. 210.

⁹⁴ Propos du Ministre des Relations extérieures Monsieur Lejeune MBELLA MBELLA publié dans le média Jeune Afrique et partagé sur la page Facebook officielle Jeune Afrique, <https://www.facebook.com/jeuneafrique1>

⁹⁵ Binarisation : Action de convertir en binaire, c'est-à-dire que chaque variable ne peut prendre que deux valeurs. OLIVESI Stéphane, « De la propagande à la communication : éléments pour une généalogie », Cahiers d'histoire, Revue d'histoire critique, 2002, p.13.

détermination et la fermeté des gouvernants à punir les auteurs.

Aux portes de sorties de cette article nous constatons que le réseau social Facebook a constitué un véritable outil de communication de crise pour les gouvernants camerounais durant la crise anglophone. Permettant d'une part la réaffirmation de l'unité et l'indivisibilité de l'État du Cameroun, et d'autre part de désigner et délégitimer l'ennemi durant le conflit, traduisant ainsi les enjeux communicationnels indiscutables de la crise anglophone.

BIBLIOGRAPHIE

ABDALLAH-PRETCEILLE Martine, « *L'interculturalisme en perspective* », Paris, Presses Universitaires de France, 2017.

BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982

BOUTHOU Gaston, *Traité de polémologie, sociologie des guerres*, Paris, Payot, 1970, p.169.

BRAUD Philippe, « *La violence politique: repères et problèmes* ». Cultures & Conflits, no 9-10, 1993.

BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, (Chap. 10, « Décrire ou construire la réalité »), LGDJ, 4^e édition, 1998

BRUCKNER Pascal, *Un coupable presque parfait : la construction du bouc émissaire blanc*, Paris, Grasset, 2020

BURDEAU Georges, *Traité de sciences politiques*, Tome 2, 2^{ème} édition, Paris, LGDJ, 1967.

CEYHAN Ayse et PÉRIÈS Gabriel, « *L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique* », Cultures & Conflits, 2001,

CLAISSE Alain, "L'idéologie : discours du pouvoir", Paris, LGDJ, 1980.

CONESA Pierre, *La fabrication de l'ennemi, ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2011,

CRETTEZ Xavier, *Les formes de la violence*, Paris, La Découverte, 2008.

CRETTEZ Xavier, *Violences sociales et violence d'État : les logiques de la violence en démocratie*, Paris, La Découverte, 2008,

DEBARD Thierry, *Dictionnaire de Droit constitutionnel*, Paris, Éditions Ellipses, 2002

DE TOCQUEVILLE Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Les Éditions Gallimard (coll. « Bibliothèque de la Pléiade »), 1992

DURKHEIM Émile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Alcan, 1912.

FREUND Julien, *L'Essence du politique*, Paris, Dalloz, 2004, p.569.

FRIEDBERG Erhard, *Le Pouvoir et la Règle. Dynamiques de l'action organisée*, Paris, Editions du Seuil, 1993.

GAQUÈRE François, « *Le dialogue irénique Bossuet-Leibniz. La réunion des Églises en échec (1691-1702).* », Revue d'histoire de l'Église de France, vol. 53, 1967.

GARCIN-MARROU Isabelle, *Terrorisme, Médias et Société*, PUL, Lyon, 2001.

GUIBET LAFAYE Caroline et BROCHARD Pierre, « *La radicalisation vue par la presse: fluctuation d'une représentation* », Bulletin de Méthodologie Sociologique, Paris, Sage, vol. 130, n°1, 2016, p.24.

HÉBERT Martin, « *La violence au Guatemala : le pouvoir de nommer* », Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, p.235.

KEUTCHEU Joseph, *La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'État au Cameroun*, Politique et Sociétés, 40(2), 2021.

KÖREN Roselyne, *les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mot du terrorisme*, Paris, L'Harmattan, 2016, p.206.

KRIEG-PLANQUE Alice, *Purification ethnique. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS, 2003.

LACLAU Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

LAWRENCE Olivier et OLIVIER-NAULT Jessica, « *Pour une approche constructiviste dans l'étude des idées politique* », Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p.155.

MAINGUENEAU Dominique, *Genèse du discours*, Bruxelles, Pierre Mardaga éditeur, 1984, p.118.

MARCUSE Herbert, « *Le problème de la violence dans l'opposition* », Neuchâtel, Delachaux & Niestlé, 1968.

MICHALON Thierry, *L'outre-mer français : Evolution institutionnelle et affirmations identitaires*, Paris, L'Harmattan, Avril 2009.

MOULIN Léo, *Les socialisations*, Gembloux, Duculot, 1975.

MURAS Stéphane, *Manuel de Polémique*, Paris, Éditions du Relief, 2013, p.142.

NOUAZI KEMKENG Carole Valérie. *L'idéologie de l'unité nationale et le révisionnisme constitutionnel au Cameroun*, Droit et politique, Jurisdoctoria, 12, 2015,

PICAVET Emmanuel, *Choix rationnel et vie publique. Pensée formelle et raison pratique*, Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, 1996.

PROTIÈRE Guillaume, « *L'État, La forme de l'État* », Les indispensables du droit constitutionnel, Paris, éditions Ellipses, 2016,

OLIVESI Stéphane, « *De la propagande à la communication : éléments pour une généalogie* », Cahiers d'histoire, Revue d'histoire critique.

ROLOT Christian et RAMIREZ Francis, *Choisir un président. Vérités et mensonges d'une image télévisuelle*, Éditions Ramsay, Paris, 1987, p. 25.

SCHMITT Carl, *La notion du politique - Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1992.

SCHMITT Carl, *Théorie du partisan*, Paris, Champs flammariion, 1992.

SFEZ Lucien, *Critique de la décision*, Paris, Armand Colin, 1973.

THOENIG Jean-Claude, *L'État et la gestion publique territoriale*, dans : Revue française de science politique, 46^e année, n°4, 1996. pp. 580-623.

WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions, 1959, p.52.

WIEVIORKA Michel, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988, p.15.

WOLTON Dominique, *Terrorisme à la une. Média, terrorisme et démocratie*, Gallimard, Paris, 1987, p. 210.